



LA « RENAISSANCE RURALE »

Cet article reprend les principaux éléments de l'intervention de Pascal Chevalier, professeur à l'Université Montpellier III, lors de la 2^{ème} Université itinérante des territoires ruraux, de juin 2018, organisée par l'UNMFREO, l'Ifocap et Sol et Civilisation.

L'espace rural français est dans une phase de « *renaissance rurale* », c'est-à-dire de croissance généralisée exclusivement liée à un solde migratoire redevenu positif. La population des campagnes est exactement la même aujourd'hui que ce qu'elle était en 1954. Cette « *renaissance rurale* » n'est d'ailleurs pas un processus spécifique à la France. La plupart des pays d'Europe occidentale (Royaume Uni, Allemagne, Espagne, Portugal) sont également dans une phase de recomposition qui interroge. Qu'est-ce qui attire les populations dans les campagnes, alors que la mondialisation favorise plutôt les grandes métropoles ?

■ DES RURALITÉS VUES PAR LES SCIENTIFIQUES

Cette évolution démographique est toutefois très contrastée, dans l'espace et dans le temps. Dans l'espace, la dynamique de recomposition démographique que l'on croyait spécifique à l'arrière-pays méditerranéen, s'est progressivement étendue dans une très grande partie de la France. Aujourd'hui, 80 % des communes rurales françaises

connaissent un gain de population. Elles étaient seulement 15 % dans les années 1950-1960. Ce processus de recomposition a commencé très lentement dans les années 1970, mais a progressivement pris de l'ampleur d'un recensement à l'autre.

Pour les scientifiques et les géographes, la recomposition rurale s'explique par un lien ville/campagne, d'ordre résidentiel ou d'ordre péri-urbain généralisé. Cette vision a orienté toutes les politiques d'aménagement du territoire depuis les années 1950. L'idée que l'espace rural n'était plus vraiment productif, a conduit à faciliter l'accès entre le milieu rural et les grandes métropoles. Hormis l'agriculture, tout le reste n'était qu'économie résidentielle : un peu de tourisme, mais surtout beaucoup de mobilité entre ville et campagne.

■ UNE RÉALITÉ PLUS COMPOSITE

Pourtant la réalité est un peu plus complexe. L'espace rural n'est pas un bloc avec des logiques cohérentes et uniformes. Il y a de forts contrastes

spatiaux parmi des tendances lourdes. Même si l'on constate un développement du tourisme rural et une logique de périurbanisation qui s'étale, des espaces s'organisent non plus de manière polarisée mais dans une logique plutôt territoriale. Des spécificités apparaissent et des logiques d'intégration économique très particulières se développent : agro-industrie dans l'Ouest de la France, tourisme et résidentiel dans l'arrière-pays méditerranéen, et une certaine marginalisation (parfois très ponctuelle) en moyenne montagne.

Aujourd'hui, le développement de l'espace rural s'intègre dans des systèmes économiques qui sont beaucoup plus complexes que la seule fonction résidentielle. À côté d'une forte intégration par une économie agricole mondialisée, il existe une agriculture beaucoup plus localisée. À côté de l'intégration par les services inhérents au maintien des populations locales, le tourisme et l'accueil des nouvelles populations se développent. Mais bien que la création de nouveaux commerces fasse rêver les petites communes rurales, les nouveaux venus sont mobiles et ont des comportements différents dans l'espace. Il y a enfin une intégration économique par transferts financiers, notamment de la part des retraités dans certains territoires du Sud.



DES TERRITOIRES

EN MILIEU RURAL, ON MANQUE DE SERVICES POUR LA PETITE ENFANCE.



Jackifrog

Enfin, on observe un net ralentissement des courants d'émigration (départs). Les départs touchent « *les enfants du pays* ». Ils partent pour les études et ne reviennent généralement pas, tandis qu'arrivent de nouvelles populations dont le lien au territoire est très différent.

■ UNE RÉPARTITION DÉMOGRAPHIQUE TRÈS DISPARATE

L'analyse des espaces ruraux conduit à observer deux types de cartographies, l'une à l'échelle des bassins de vie et l'autre à l'échelle des départements.

Dans la typologie des bassins de vie, les campagnes sont identifiées à travers trois blocs :

■ « *Les campagnes des villes* », liées à la périurbanisation ou à la dynamique des villes : cette dynamique est plus importante dans l'Ouest de la France, parce que le maillage des villes y est plus dense.

■ « *Les campagnes dites productives* » : le mot « *productif* » a longtemps fait référence à l'agriculture dans les politiques publiques, mais aujourd'hui il se réfère à l'artisanat et aux services à haute valeur ajoutée notamment.

■ DES ÉVOLUTIONS DÉMOGRAPHIQUES

[...] Une observation détaillée montre que la croissance démographique des espaces ruraux reste exclusivement liée au solde migratoire (1). Le solde naturel (2) reste très déficitaire (il y a plus de décès que de naissances), mais le solde migratoire est positif (il y a plus d'arrivées que de départs).

Et les arrivants, dont l'âge moyen a tendance à baisser, réenclenchent peu à peu la croissance naturelle. D'où le gros problème posé aujourd'hui au milieu rural : il y a plus de maisons de retraites

que de services pour la petite enfance. Les derniers recensements montrent que la migration faiblit dans les régions de l'Ouest, déjà très denses, mais reste forte dans les régions du Sud, moins peuplées. Par conséquent, des zones isolées, souvent archétype d'un rural qualifié de « *rural profond* », connaissent aujourd'hui des courants d'immigration (arrivées) positifs.

(1) Le solde migratoire est la différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année.

(2) Le solde naturel est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période.

80 % DES COMMUNES RURALES FRANÇAISES CONNAISSENT UN GAIN DE POPULATION.



■ « *Les campagnes résidentielles* », caractéristiques du Sud de la France. Ces campagnes vivent surtout d'accueil de populations temporaires ou de « *populations âgées* » qui viennent profiter du soleil.

Dans la typologie des départements, le rural périurbain s'étend autour des deux très grandes métropoles, Paris et Lyon. Le rural agricole et résidentiel reste majoritaire dans le Sud. Mais, deux départements (l'Hérault et le Gard) préfigurent d'un nouveau changement : ils se repeuplent tout en s'appauvrissant, c'est-à-dire qu'il y a un effet de paupérisation proportionnel à la forte arrivée de populations.

■ LES DYNAMIQUES RURALES DANS QUELQUES DÉPARTEMENTS

L'Insee et les chercheurs analysent le développement des espaces ruraux d'un point de vue purement démographique, avec trois composantes : le solde naturel, le solde migratoire et l'évolution totale de population. Le palmarès est éloquent. Les espaces d'arrière-pays attirent. Ils ont des croissances démographiques extrêmement importantes : Cévennes, Lubéron... En revanche, les espaces de l'Est restent plutôt à la traîne, comme la Haute-Marne. La Lozère et la Creuse, symboles du déclin et du rural profond, ont aujourd'hui basculé vers du repeuplement. Quant à la plupart des espaces ruraux de l'Ouest, ils se situent entre repeuplement et revitalisation : repeuplement lorsque le solde migratoire compense le décroît naturel ; revitalisation lorsque la population croît à nouveau de manière endogène.

■ LES MIGRATIONS DE LONGUE DISTANCE MAJORITAIRES

L'idée que celui qui s'installe à la campagne vient du département voisin ou de la ville d'à côté, est une logique en forte baisse. Et lorsqu'elle existe, elle touche plutôt des employés de commerce, des salariés et des professions intermédiaires. À l'inverse, les migrations de longue distance deviennent majoritaires : sur 10 nouveaux habitants dans les campagnes, 8 proviennent d'une région non périphérique au lieu d'implantation. Et si l'on regarde plus en détail, 15 % des migrants dans les espaces ruraux sont aujourd'hui des populations étrangères.

■ DE NOUVEAUX ARRIVANTS BIEN FORMÉS, MAIS PAS FORCÉMENT DANS LE MÉTIER CHOISI

Les nouveaux arrivants dans le monde rural sont relativement jeunes par rapport aux autochtones. L'image du retraité qui s'installe à la campagne pour profiter de la maison de famille après une vie de travail en ville, est désuète. Aujourd'hui, ce sont des ménages beaucoup plus jeunes qui s'installent, souvent avec des enfants. Cela interroge sur les politiques publiques d'accompagnement : on n'accompagne pas de la même manière un porteur de projet et un retraité. C'est totalement différent en terme de développement territorial.

Par ailleurs, bien que le niveau de qualification des personnes qui arrivent soit relativement important, il correspond

assez rarement à l'activité dont ils sont porteurs. Une étude lancée en Margeride, au nord de la Lozère, a montré que 95 % des populations avec un niveau Bac+5 travaillent dans des secteurs à faible qualification, d'où l'intérêt d'accompagner ces porteurs de projets. Il ne s'agit pas de faire de la formation initiale, mais d'accompagner à la reconversion, à l'adaptation au milieu ou à l'acquisition de nouvelles compétences dans les métiers dont ils sont porteurs. D'ailleurs, un des gros problèmes de certains secteurs (tourisme, agriculture localisée) est la tendance à croire qu'il n'y a pas besoin de formation pour faire le métier. D'où l'échec de certains projets : les porteurs sont sur-formés mais pas dans le métier qu'ils ont choisi. De plus, les deux tiers des nouveaux arrivants résidaient en milieu urbain avant leur mobilité en milieu rural.

■ LA MOBILITÉ, UN PROJET DE VIE AVEC UNE ACTIVITÉ CHOISIE

Avant la migration, 84 % des personnes avaient plutôt un statut de salariés d'entreprise. Après la migration, la tendance est à devenir travailleur indépendant. La mobilité géographique induit une mobilité professionnelle et sociale. Un ouvrier salarié qui quitte son entreprise pour s'installer à la campagne, n'y va pas pour être à nouveau salarié d'une entreprise. Il y va en raison d'un projet de vie accompagné d'un projet professionnel. D'où le paradoxe suivant : malgré une forte migration et une forte création d'activité, les emplois classiques en milieu rural ont du mal à trouver preneur. [...]





SUR 10 NOUVEAUX HABITANTS DANS LES CAMPAGNES, 8 PROVIENNENT D'UNE RÉGION NON PÉRIPHÉRIQUE À LEUR LIEU D'INSTALLATION.

Africa Studio

■ S'IMPLANTER EN MILIEU RURAL : UNE LOGIQUE ÉCONOMIQUE OU UN DÉSIR D'ENTREPRENDRE ?

La volonté de créer son entreprise est une motivation dominante, tandis que la nécessité de créer son emploi est minoritaire. Les migrants sont souvent des porteurs de projets et ils ont la volonté de créer leur activité. Cette activité est généralement liée au développement personnel sans lien avec les besoins du territoire. La pure logique économique est rare et la logique de promotion sociale est faible. La motivation la plus courante est donc composite et complexe, entre choix de vie personnelle et désir d'entreprendre. Par conséquent, l'idée qu'un chômeur citadin s'installerait à la campagne pour avoir

une vie plus agréable, est fautive. Celui qui perd son emploi en ville a tendance à rester là où il s'est précarisé. [...]

■ 3 PISTES D'ACTUALISATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

[...] L'accueil de nouvelles populations crée indirectement de l'emploi. Mais il se heurte à un problème de compétences et d'emplois. Environ 8 personnes sur 10 ont cru facile de faire de l'agriculture ou du tourisme, alors que ce sont de véritables métiers qui nécessitent une formation et un accompagnement. Il ne s'agit pas de formation initiale classique, mais de formation à la conduite d'entreprise, à l'adaptation au milieu, au changement et au métier. Toutes choses que les politiques publiques ont eu tendance à oublier.

Le deuxième handicap est la pérennité du modèle. Le faible accompagnement, la faible connaissance du métier, la lourdeur de l'investissement parfois aussi, ont tendance à faire échouer une grande partie des projets professionnels et familiaux. D'où le paradoxe qui commence à inquiéter certains pouvoirs publics : l'attractivité d'un territoire peut s'accompagner d'un appauvrissement. Les populations qui connaissent un échec n'ont pas mesuré les risques de leur implantation en milieu rural. Et après l'échec elles ne peuvent pas repartir, car le capital investi n'est plus disponible, d'où l'apparition d'une précarité, liée indirectement à l'attractivité du territoire. Certains territoires (Hérault, Gard, Lubéron...) pourtant très attractifs, comptent aussi le plus grand nombre d'échecs d'entreprises et ont aujourd'hui une population de plus en plus précaire.

Un dernier point pour terminer. À côté des problématiques propres aux nouveaux arrivants, les véritables besoins des territoires restent d'actualité (services à la personne et accompagnement des populations locales). Les politiques publiques ont tendance aujourd'hui à segmenter ces deux problématiques. N'y aurait-il pas là matière à réflexion pour allier « *innovation et fonctionnement* » en faveur des territoires ? ■

Jean-Louis Ichard
lfocap

N.B : article complet paru dans la Revue Paysans n°372 - www.revue-paysans.fr

